

Comment renouveler les instruments de mesure des richesses d'un pays ?

(Extrait d'une conférence à l'occasion de la tenue de la 1^{ière} édition en 2010 du Forum Afrique développement)

Le 21^{ème} siècle est le temps de l'Afrique comme l'illustre cette rencontre et d'autres ; le Forum Afrique Développement est appelé à devenir un véritable espace de coopération Sud Sud et de renforcement des échanges entre pays africains ; cependant, outre le développement des infrastructures, des moyens de transport et de la logistique, plusieurs questions préoccupent tous les intervenants pour accélérer les partenariats en matière de Commerce et d'Investissement

La question des leviers de financement et donc de garantie fait apparaître que les échanges commerciaux sont pénalisés par la crainte des impayés ce qui met la question de la confiance au cœur du développement des échanges mais le manque de confiance peut être géré par l'amélioration des perceptions. Cette amélioration peut être organisée par des intermédiaires financiers comme les banques et les assureurs crédit qui ont pour vocation d'apprécier le risque ; pour ce faire, il s'agit de comprendre le pays, d'évaluer la qualité de l'environnement des affaires et le niveau de risque présenté par les entreprises du pays concerné.

Nous allons présenter le système de notation des pays en mettant l'accent sur une de ses composantes soit l'environnement des affaires.

Avant de présenter la notation des pays africains en 2009 et début 2010 il y a lieu de poser quelques limites des instruments de mesure de la réalité économique d'une façon générale.

La question qui mérite d'être posée : est-ce que les notes attribuées aux pays reflètent leur réalité ?

La réponse est incertaine dans la mesure où la réalité passe à travers les mailles des indicateurs produits malgré la finesse des constructions méthodologiques ; d'ailleurs les économistes sont conscients des limites des instruments de mesure et il est admis qu'il y a des lacunes et des difficultés qui caractérisent les mesures de la richesse et des patrimoines.

L'enjeu majeur de la mesure des performances économiques et du progrès social institutionnel est l'écart qui peut s'instaurer entre une mesure censée être objective et le ressenti de cette appréciation par un pays et sa population.

Le 1^{er} indicateur qui a mauvaise presse est le produit Intérieur brut qui reste l'indicateur privilégié de la richesse d'un pays et même du bien être de sa population mais il est de l'avis de tous insuffisant car il ne fait référence qu'à des mesures de flux (revenus, consommation...) et non de patrimoine soit des mesures de stocks correspondants à différents types de ressources : naturelles, capital humain, capital social pour le moment seul le patrimoine physique est évalué : équipements, logements, infrastructures ; des réflexions sur une comptabilité nationale rénovée visent à prendre en considération le patrimoine institutionnel, social et culturel. A titre d'exemple, le capital social avec des normes qui lui sont inhérentes comme la confiance et la loyauté apportent une valeur supplémentaire et est en mesure d'influencer positivement la croissance économique.

A coté de cet exemple de la prise en considération du capital social pour le calcul de la richesse d'un pays, on peut citer un deuxième exemple celui de l'évaluation des activités économiques non marchandes. Dans les pays développés, la transition d'une production domestique à une production marchande a été considérable : développement de la restauration, plats préparés commandés, externalisation de plusieurs services ... alors que dans les pays en développement, la production domestique est importante et son estimation changerait l'évaluation de la richesse de nos pays. Avec ces deux exemples, on imagine le changement qui peut être opéré au niveau des évaluations des pays de notre continent.

C'est pour dire qu'il y a lieu de renouveler les instruments de mesure de la réalité mais en attendant la mise au point d'un cadre d'analyse qui tiendrait compte du caractère multidimensionnel du phénomène à observer. Faisons-nous confiance en ayant présent à l'esprit les limites des statistiques et les erreurs d'estimation qui peuvent en résulter.